Mondialisation: le rôle des fonds d'investissement : augmenter la rentabilité des multinationales pour augmenter les dividendes versés aux actionnaires [à suivre]

Autor(en): **Ghelfi, Jean-Pierre**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (2018)**

Heft 2209

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1023264

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Public Management, qui prétendait alléger l'Etat, l'aura en réalité affaibli. Parce qu'on a libéralisé à contrecœur affirme la droite. Parce que l'économie privée a préservé ses activités profitables constate l'observateur. De fait, les entreprises chargées d'accomplir avec profit un service public partiellement subventionné sont à la peine.

Mondialisation: le rôle des fonds d'investissement

Augmenter la rentabilité des multinationales pour augmenter les dividendes versés aux actionnaires

Jean-Pierre Ghelfi - 12 juin 2018 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/33309

«Tant que ces 15% resteront [l'objectif de rentabilité des financiers anglo-saxons], rien ne changera.» C'est une phrase pêchée au hasard des lectures. On la met de côté en se disant qu'elle pourra peut-être servir un jour. Elle figurait dans un article du *Monde* du 28 décembre dernier. Son auteur est Patrick Artus, économiste à la banque Natixis. Son propos peut nous aider à pénétrer le trou noir de la finance internationale, anglo-saxonne ou autre (voir aussi DP 2208).

Les astronomes désignent sous le terme de trou noir des astres dont la densité est si extrême que la lumière ne peut s'en échapper, de sorte qu'ils demeurent invisibles même à l'aide de puissants télescopes. On peut néanmoins détecter leur existence d'après l'attraction qu'ils exercent sur leur environnement proche et lointain.

La finance internationale se différencie d'un trou noir en ce qu'elle n'est pas invisible. En outre, elle n'exerce pas une attraction aussi extrême, mais cependant suffisante pour modeler le fonctionnement de l'économie mondiale qui s'est développée ces dernières décennies.

7 suivi de 13 zéros

Les banques classiques n'en sont pas le moteur principal, même si elles y participent activement. Ce sont plutôt les fonds d'investissement, spécialisés dans la gestion d'actifs (*asset management*). L'argent dont ils disposent leur est confié par des personnes fortunées, des assurances, des caisses de pension ou des fonds souverains (étatiques). Leurs compétences particulières en matière de gestion leur permettent d'offrir des rémunérations supérieures à celles que peuvent proposer les instituts financiers traditionnels.

Ces fonds collectent des montants considérables. Le marché mondial est estimé à plus de 70'000 milliards de francs — approximativement mille fois plus que le PIB des Etats-Unis. Parmi les dix plus importants, sept sont domiciliés aux Etats-Unis. Et le plus grand de ces fonds, Blackrock, gère à lui seul quelque 6'300 milliards de dollars investis dans quelque 17'000 sociétés réparties dans le monde entier.

Avec l'argent dont ils assurent la gestion, ils prennent des participations (c'est-à-dire acquièrent des actions) dans de grandes sociétés cotées en bourse. Ils interviennent ensuite auprès des directions de ces sociétés pour qu'elles augmentent leur rentabilité et versent des dividendes plus élevés aux actionnaires — parmi lesquels ils figurent.

Prétendue mauvaise gestion

Un même mécanisme est à l'œuvre peu ou prou dans toutes les multinationales. Celles qui ne se conforment pas à cet objectif de 10% à 15% de rendement évoqué par Patrick Artus sont stigmatisées. Les fonds d'investissement dénoncent leur prétendue mauvaise gestion. Souvent la presse répercute leurs propos sans le moindre sens critique.

Les opinions publiques finissent par se convaincre que la gestion de ces sociétés laisse effectivement à désirer. Les actionnaires sont aussi incités à se manifester lors des assemblées générales et à exprimer leur mécontentement.

Les dirigeants des multinationales se voient ainsi conduits à se conformer à ce schéma, sous peine d'être démis de leurs postes et de perdre des rémunérations plus que confortables.

Les processus en cause ne s'arrêtent pas là. Il faut aussi prendre en compte la cotation en bourse des actions de ces sociétés. Celles qui remplissent ces objectifs de rentabilité voient leurs cours progresser, ce qui réjouit doublement les actionnaires: ils touchent des dividendes plus élevés et leur fortune augmente. Situation inverse pour les entreprises dont la rentabilité se *«traîne»* au-dessous de 10%. Les investisseurs se détournent de ces titres dont le cours baisse. Si elles empruntent de l'argent pour financer leur développement, elles doivent payer des intérêts plus élevés que ceux facturés à des sociétés mieux cotées.

Deux tiers pour les actionnaires

La boucle est ainsi bouclée. Quelles en sont les conséquences?

La première, la plus évidente, est que la hausse des dividendes versés aux actionnaires ne peut se faire qu'au détriment de l'argent nécessaire pour financer les investissements et pour améliorer la situation des salariés. L'ONG Oxfam a publié récemment une analyse du partage des profits des entreprises regroupées dans le Cac 40 français.

Selon ce rapport, sur 100 euros de bénéfice des sociétés du Cac 40, 67 euros sont allés aux actionnaires et 27 euros aux investissements. Il en est donc resté 6 pour l'intéressement des salariés. Il n'y a aucune raison de penser que ce constat établi pour la France soit très différent de la réalité vécue en Suisse et dans les autres pays développés. Il est aussi vraisemblable que les entreprises de moindre importance adoptent un comportement analogue.

La deuxième conséquence est que l'objectif d'une maximisation des profits se traduit logiquement par la volonté de réduire les coûts de production. Donc de payer le moins cher possible les matières premières dont elles ont besoin et de s'implanter là où la main-d'œuvre est la plus *«économique»*.

Contrairement à Georges Brassens

La troisième conséquence est peut-être la plus perverse. Une partie de l'épargne confiée aux fonds d'investissement provient des fortunes des caisses de pension. Ces dernières sont tout naturellement soucieuses d'obtenir le meilleur rendement possible de leurs capitaux en vue de garantir le versement des rentes actuelles et futures. Si elles négligeaient cet objectif, les assurés ne manqueraient pas de critiquer leur gestion. Mais, ce faisant, elles contribuent à consolider les mécanismes décrits plus haut qui vont à l'encontre des intérêts des travailleurs et des travailleuses, tant sur le plan de leurs salaires que sur celui de la (dé)localisation des emplois.

Ce n'est donc pas le fait du hasard si la mondialisation acquiert mauvaise réputation car, contrairement aux paroles de la chanson de Georges Brassens, elle fait du mal à certains. Cette situation ne s'améliorera pas tant que n'interviendra pas un rééquilibrage entre la rémunération du capital et celle du travail. La Suisse et les autres pays doivent apporter une réponse à une situation devenue choquante, pour ne pas dire révoltante.

(A suivre)